



## **La contestation du Nord par le Sud global et ses limites**

par Christian de Boissieu

ASOM, séance du 20 juin 2025

Le Sud global, concept à la mode depuis plusieurs années, n'a pas de définition rigoureuse. Il s'oppose au Nord, c'est-à-dire l'ensemble des pays développés. Par opposition, le Sud global regroupe les pays émergents et les pays en développement qui, trop souvent, ont du mal à émerger... Il se définit de manière négative - sa contestation des valeurs et du rôle de l'Occident, tout spécialement de la domination américaine - plutôt que de façon positive. Le Sud, d'ailleurs comme le Nord, n'a de global que le nom tant il est traversé par des différences et des divergences intestines (sur tous ces sujets, je renvoie à la remarquable et complète présentation de Jean-Marc de la Sablière lors de la même séance de l'ASOM).

Mais, derrière les revendications géopolitiques et des éléments subjectifs, il existe quand même des facteurs objectifs : le clivage Nord/Sud repose alors moins sur des critères purement géographiques que sur le critère du revenu par habitant, même s'il existe une connexion claire entre la géographie et le développement.

Au regard de ce clivage Nord/Sud, comment traiter la Chine et les plus avancés des pays émergents ? La COP 29 de Bakou en 2024 a eu le mérite d'aborder la question sans la trancher, lors des recommandations sur les transferts Nord/Sud pour aider les pays du Sud à financer leur transition climatique. La Chine doit-elle payer ou recevoir de tels transferts ? On retrouve depuis des années le même type de débat à l'OMC, ou plutôt dans ce qu'il reste de l'OMC dans le contexte actuel : la Chine vérifie-t-elle aujourd'hui les critères d'une économie de marché ?

Quoi qu'il en soit de la réponse un peu conventionnelle apportée à cette question, d'aucuns contestent la légitimité et l'intérêt du clivage Nord/Sud. Dans le Monde du 4 juin 2025, le président Lula pouvait affirmer que « la division entre Nord et Sud n'a pas de sens ». Une vue alimentée par le positionnement du Brésil, pays qui selon Lula « souhaite entretenir de bons rapports avec la Chine comme avec les États-Unis ».

Par-delà le seul critère évoqué par le président Lula, le clivage Nord/Sud, malgré ses imprécisions, reste une grille de lecture féconde. Je vais insister sur deux aspects :

-La contestation du Nord par le Sud global croît, nourrie par les faits et alimentée par les ambitions légitimes des pays du Sud.

-Mais cette contestation bute sur des limites d'ordre structurel qui fixent des bornes aux changements en cours dans l'économie et la gouvernance mondiales.

### **Une contestation du Nord par le Sud nourrie par les faits et alimentée par des ambitions**

#### La fragmentation de l'économie mondiale

Nous assistons non pas à une « démondialisation » mais à une fragmentation de l'économie mondiale caractérisée par le ralentissement du commerce mondial, la rupture dans les chaînes d'approvisionnement au plan international, l'affirmation de solidarités régionales au point d'évoquer la montée de « blocs régionaux »,... Toutes ces évolutions qui ne datent pas d'hier ont été accentuées par la conjugaison de plusieurs chocs systémiques : la crise sanitaire, la guerre en Ukraine, les affrontements au Proche et Moyen-Orient, etc...

Cette fragmentation devrait durer encore des années. Il faudrait des ruptures encore plus graves pour déboucher sur une démondialisation comparable à celle observée dans l'entre-deux Guerres mondiales. Par ailleurs, les nouvelles technologies (Internet, blockchain, IA...), qui n'ont pas de frontières, maintiennent une interconnexion structurelle entre les différents espaces économiques par-delà les affrontements géopolitiques (guerre commerciale initiée par le président Trump, guerre des monnaies, guerre technologique...).

#### Les BRICS, fer de lance du Sud global

La coopération Sud/Sud, spécialement intra-BRICS, a été et est encore dopée par les sanctions, par ailleurs justifiées, contre la Russie. Ces sanctions ont poussé la Russie à s'efforcer de « compenser » par l'Asie et les autres BRICS ce qu'elle a perdu dans ses relations avec les Occidentaux. Une compensation qui touche les échanges commerciaux, avec un commerce intra-BRICS augmentant nettement plus vite que le commerce mondial, comme elle concerne les aspects bancaires et financiers. Cette stratégie de contournement et de compensation comporte elle-même des limites, mais jusqu'à la fin de 2024, elle a permis à la Russie de conserver une croissance correcte. C'est seulement depuis 2025 que les sanctions commencent à « mordre » sur les performances économiques russes.

L'élargissement des BRICS depuis 2023 est un fait majeur pour l'économie mondiale. Les cinq pays de départ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont été rejoints par cinq nouveaux membres : Égypte, Éthiopie, Émirats arabes unis, Iran et Indonésie, dernier pays à rejoindre le groupe. Désormais, ces dix pays représentent 50% de la population mondiale et 40% du PIB mondial. Ils sont à l'origine d'une part grandissante de la croissance mondiale.

En 2023, l'Argentine avait manifesté le désir de faire partie des BRICS. Une velléité démentie par le président Milei dès son arrivée au pouvoir. Quant à l'Arabie saoudite, elle s'était à l'époque également déclarée intéressée. Elle n'a pas confirmé depuis, probablement par crainte de représailles américaines.

En second rideau, figurent des pays « partenaires » des BRICS, dont certains ont vocation à rejoindre plus ou moins vite le noyau dur. Le Vietnam vient ainsi de s'agréger au groupe des partenaires, devenant le dixième membre d'un ensemble très hétéroclite : outre le Vietnam, on y trouve aujourd'hui la Biélorussie, la Bolivie, le Kazakhstan, Cuba, la Malaisie, la Thaïlande,

l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Nigéria. Dans cette liste, on trouve plusieurs pays d'Asie centrale qui font partie de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), format de coopération de 26 pays du Sud global qui a convoqué son dernier Sommet à Tianjin en septembre 2025.

Le Sud global n'a pas d'expression institutionnelle : pas d'institutions propres, pas de secrétariat permanent ... Les BRICS constituent le fer de lance du Sud global car ils ont mis en place plusieurs institutions permanentes. On peut citer la NDB (« New Development Bank ») dont le siège est à Shanghai et qui est actuellement dirigée par l'ancienne présidente du Brésil Dilma Rousseff. Il s'agit en pratique d'une mini-Banque mondiale, très mini si l'on compare les niveaux d'intervention de l'une et l'autre banque de développement. Le CRA (« Contingent Reserve Arrangement ») est, quant à lui, un mini-FMI puisqu'il sert à fournir des liquidités aux pays-membres confrontés à des difficultés de balances des paiements. Là aussi, les opérations menées demeurent aujourd'hui fort modestes. Le signal envoyé au reste du monde via de telles initiatives institutionnelles est plus qualitatif que quantitatif. Avec la NDB comme avec le CRA, il s'agit pour les BRICS et leurs associés d'échapper à la conditionnalité jugée trop rétrograde et conventionnelle (le fameux « consensus de Washington ») du FMI et de la Banque mondiale. Les BRICS et leurs partenaires ne sont pas en reste pour ce qui concerne la mise en place de systèmes de paiements et règlements, ainsi que la création d'un réseau relativement dense d'accords de swap bilatéraux entre leurs banques centrales. Des accords destinés à faire face à des crises bancaires ou financières sans dépendre du soutien des pays occidentaux.

L'OCS, déjà évoquée, est un exemple du début d'institutionnalisation du Sud global. Au départ, l'OCS a été créée en 2001 par la Russie, la Chine et plusieurs pays d'Asie centrale pour régler leurs différends territoriaux. Depuis, l'organisation s'est élargie (26 pays-membres), et elle s'occupe également de questions économiques. La Chine souhaite s'appuyer sur l'OCS pour modifier la gouvernance mondiale et affirmer l'effectivité de nouveaux équilibres internationaux.

### Les ambitions du Sud global

Les ambitions géopolitiques et économiques du Sud global sont portées pour l'essentiel par les BRICS. Elles sont multiples. Je vais ici me concentrer sur deux cibles : l'objectif de « dédollarisation » de l'économie mondiale et la réforme de ce qui tient lieu aujourd'hui de gouvernance mondiale.

Dédollariser, cela veut dire réduire le rôle, donc les parts de marché, du billet vert sur la scène mondiale, qu'il s'agisse de la facturation du commerce international, des transactions sur le marché des changes et sur les marchés financiers, de la composition des réserves de change des banques centrales... Que montrent les statistiques ? Le dollar conserve son rôle de première monnaie de réserve et de facturation dans le monde, et de loin. Ses parts de marché s'effritent lentement, sur le moyen-long terme. Pour prendre un seul exemple, la part de marché du dollar dans les réserves de change des banques centrales (à l'exclusion de l'or) est passée d'environ 70% en 2000 à 58% fin 2024. Aujourd'hui, au regard de la même statistique, l'euro arrive en numéro 2 avec une part de marché d'environ 20%, et le yuan chinois, non pleinement convertible à ce jour, est très loin avec une part de marché de 2,5% ! Actuellement, le système monétaire et financier international est un duopole dollar/euro encore très asymétrique en faveur du billet vert. En 2035, il est probable que le duopole sera remplacé par une triade monétaire dollar/euro/yuan, la devise américaine continuant probablement à faire la course en tête mais

ayant perdu des parts de marché au profit de l'euro mais surtout du yuan qui va finir par être rendu pleinement convertible par les autorités chinoises.

Les BRICS, pour aller dans le sens d'une dédollarisation, souhaitent favoriser l'usage des monnaies locales dans leurs relations commerciales et financières intra-BRICS. Par exemple, les exportations de l'Inde vers la Russie sont réglées en roupie indienne ou en rouble, voire en yuan mais pas en dollar. On voit tout de suite l'amorce d'une concurrence monétaire intra-BRICS mais aussi, vu le poids de la Chine, le potentiel pour l'essor du rôle international du yuan avec comme base de déploiement les BRICS.

Par ailleurs, les BRICS contestent vivement ce qui tient lieu aujourd'hui de gouvernance mondiale. J'évoque ici trois axes de revendications :

1)participer pleinement à la gouvernance d'organismes internationaux au cœur du réacteur. La règle non écrite mais prégnante comme quoi l'Europe désigne le (la) directeur (directrice) général(e) du FMI alors que les États-Unis font de même pour le (la) président(e) de la Banque mondiale a, heureusement d'ailleurs, du plomb dans l'aile car elle ne correspond plus à l'équilibre des forces dans l'économie mondiale. Selon toute probabilité, les pays du Sud global vont accéder rapidement, à leur tour, aux plus hautes responsabilités dans ces organismes internationaux.

2)contester le poids excessif du consensus de Washington, expression déjà citée qui désigne une approche conventionnelle et qua-mécanique de la conditionnalité appliquée lors d'interventions et de prêts du FMI ou de la Banque mondiale. Est en particulier critiqué le cocktail un peu « paresseux » dans sa conception : dévaluation/resserrement monétaire/restrictions budgétaires. Les pays du Sud souhaitent une conditionnalité plus ouverte aux exigences du développement durable, de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, de la lutte contre le changement climatique...

3)adapter la composition du G20 au nouveau contexte. En particulier, l'Afrique est sous-représentée au G20, et l'entrée récente de l'Union Africaine, admise comme l'est depuis le début l'UE, va dans la bonne direction tout en restant insuffisante. Il faut faire rentrer au G20 le Nigéria, également un grand pays francophone d'Afrique de l'Ouest, un des poids lourds de l'Afrique de l'Est...Quitte, pour ne pas trop élargir le format de la concertation, à simplifier la représentation des pays de la zone euro au G20.

### **Les limites à la contestation du Nord par le Sud global**

#### **Les BRICS, un groupe de plus en plus hétérogène**

Les dix pays aujourd'hui membres des BRICS sont doublement hétérogènes : en termes politiques vu les différences dans leurs systèmes de gouvernance, mais surtout au regard de critères économiques. Ils affichent des écarts importants dans leur démographie, dans le niveau de revenu par habitant, dans la place donnée à l'économie de marché et au secteur privé, dans le rôle des banques et des marchés financiers...Le clivage entre pays producteurs de pétrole ou de gaz et les autres demeure éclairant, mais il est désormais complété par une autre distinction entre les pays propriétaires de terres rares et les autres.

Cette hétérogénéité n'est pas spécifique aux BRICS ; elle existe dans tous les espaces de coopération économique y compris dans l'UE. Une différence importante, c'est que dans l'UE pour prolonger la comparaison, il existe des mécanismes et des politiques communautaires pour contenir l'ampleur et les conséquences potentiellement centrifuges d'une telle hétérogénéité.

Les divergences politiques et économiques intra-BRICS devraient s'accroître avec l'élargissement probable du groupe au cours des prochaines années. Plusieurs pays aujourd'hui « associés » vont devenir membres à part entière. D'autres pays, actuellement complètement extérieurs, vont aussi rejoindre les BRICS. Le groupe risque d'être alors confronté au même défi que celui rencontré par l'UE au cours des dernières années : il est difficile de faire en même temps l'élargissement et l'approfondissement. Du côté des BRICS, l'heure et l'humeur sont pour quelque temps (deux ou trois ans à compter de maintenant ? le brouillard est épais...) à la phase d'élargissement. On ne voit pas s'y affirmer de façon claire des vellétés d'intégration économique, monétaire ou financière.

### La bataille pour le leadership

La Chine, l'Inde, la Russie, l'Indonésie et le Brésil sont et vont demeurer les poids lourds du groupe des BRICS.

On ne saurait sous-estimer le rôle stratégique et militaire de la Russie de Poutine. Mais, au regard des critères économiques, le combat pour le leadership va se jouer entre la Chine et l'Inde. Ces deux pays ont, pour eux, une démographie qui écrase tous les autres membres, ainsi qu'une avance pour tout ce qui touche aux technologies de rupture. On ne peut qu'être impressionné par la vitesse à laquelle la Chine est passée de la situation d'un pays importateur et copieur des technologies venues d'ailleurs (Japon, États-Unis, Europe...) à ce pays qui désormais fixe la « frontière technologique » dans beaucoup de secteurs (pas seulement les voitures électriques).

Entre la Chine et l'Inde, le rapport de forces demeure ouvert. L'équilibre entre concurrence et coopération reste à trouver, comme avec les autres BRICS. Les droits de douane exorbitants imposés par Donald Trump à l'Inde ancrent encore plus ce pays dans le camp anti-occidental du Sud global. On peut cependant constater que la volonté de puissance régionale et mondiale est plus affirmée du côté des dirigeants chinois que chez leurs homologues indiens. Une illustration parmi d'autres qui résume nombre d'autres aspects : à la lumière des faits et des ambitions affichées, le potentiel d'essor sur la scène internationale paraît nettement plus prometteur pour le yuan que pour la roupie indienne.

### Les limites à la dédollarisation

Force est de reconnaître, à la lumière des parts de marché des différentes devises, que les évolutions en la matière sont lentes-les taux de change peuvent, au plan mondial, varier tous les jours alors que les parts de marché ne se déforment que sur le moyen-long terme-et que la dédollarisation relève plus d'une vellété politique que de la réalité économique. Même si deux membres quelconques des BRICS facturent et règlent leur commerce bilatéral dans l'une des deux monnaies ou bien en yuan, « à la fin de la journée » ils doivent revenir vers le dollar s'ils veulent se brancher sur la finance mondiale. Il en va de même pour les systèmes de règlement et de compensation interbancaire mis en place pour compenser l'interdiction faite aux banques russes de passer par le système SWIFT.

On évoque ici ou là le scénario d'une monnaie commune pour les BRICS. Une telle devise, circulant parallèlement aux monnaies nationales, ne pourrait être que le yuan chinois. Les autres monnaies, y compris la roupie indienne, manquent de profondeur et de crédibilité. Mais, même si les faits et les chiffres sont têtus, l'admission du yuan comme monnaie commune poserait des problèmes à l'Inde, à la Russie...Le scénario d'une monnaie unique (toujours potentiellement le yuan !) remplaçant les monnaies nationales semble encore plus lointain.

De façon paradoxale, ce sont les incohérences de la stratégie monétaire de Donald Trump qui pourraient accélérer le mouvement, lent par nature, de dédollarisation de l'économie mondiale. En effet, le président américain souhaite un dollar encore plus conquérant au plan mondial, mais aussi plus compétitif. Plus conquérant : Donald Trump veut conforter le rôle international du billet vert en promouvant des stablecoins (une variété de crypto-actifs) ancrés au dollar avec la parité 1/1. Mais il veut en même temps un dollar plus compétitif : le président américain souhaite un recul supplémentaire du dollar qui a déjà perdu près de 15% contre l'euro depuis janvier 2015. Or, jouer le billet vert à la baisse pourrait, au-delà d'un certain seuil, miner la confiance des investisseurs étrangers dans la devise américaine, compliquer le financement de l'énorme déficit extérieur US et accélérer le processus de dédollarisation. Attention donc à ne pas prétendre régler la quadrature du cercle : un dollar durablement trop bas pourrait accélérer une diversification des investisseurs internationaux vers d'autres devises, en particulier vers l'euro et le yuan.

### Ne pas sous-estimer l'Afrique

L'Afrique, comme indiqué, est sous-représentée au G20. Compte tenu de ses perspectives démographiques, de son potentiel en talents humains, en technologies ou en matières premières et terres rares, elle est également sous-représentée dans le groupe des BRICS. Le fait que l'Égypte et l'Éthiopie aient rejoint l'Afrique du Sud a un peu rééquilibré le dispositif. Nécessaire, mais insuffisant.

Le Nigéria appartient au groupe des pays « partenaires » des BRICS. De même qu'il a, à mon avis, vocation à rejoindre le G20, de même il pourrait rallier les BRICS rapidement. Cela permettrait de rééquilibrer un peu les BRICS vers le continent africain, et de mieux légitimer ces BRICS comme fer de lance et porte-parole du Sud global.

### Conclusion

L'incertitude ambiante n'empêche pas de dégager quelques lignes de force :

1)Malgré le halo autour de son périmètre et son absence d'institutionnalisation, le Sud global correspond à une tendance irrépressible dans le rééquilibrage de l'économie mondiale au profit des pays émergents. Cette tendance va se poursuivre et probablement s'accélérer au cours des dix prochaines années.

2)Les BRICS, en s'élargissant, vont représenter une part croissante du Sud global. Ce faisant, ils seront de plus en plus le fer de lance et le porte-parole de ce Sud, d'autant plus qu'ils en constituent le versant institutionnel. Dans le même temps, les BRICS devront gérer leur hétérogénéité croissante, avec un élargissement qui, à court terme du moins, freinera les stratégies d'approfondissement et d'intégration entre pays-membres.

3) L'Europe en général et la France en particulier devront définir et mettre en œuvre une stratégie vis-à-vis du Sud global. L'opportunité est renforcée par le retrait américain (suppression de l'USAID, retrait américain de l'UNESCO et d'autres organisations internationales...). La nécessité naît des rééquilibrages en cours dans l'économie mondiale. Depuis la COP21 de 2015 à Paris, la France est en pointe dans l'organisation de transferts du Nord vers le Sud pour aider les pays émergents ou en développement à financer leur transition énergétique et écologique. Elle l'a montré à nouveau lors de la COP29 de Bakou en 2024. Toutes ces initiatives sont nécessaires mais insuffisantes pour définir une stratégie digne de ce nom du Nord à l'égard du Sud. Malgré les contraintes budgétaires auxquelles nombre d'entre eux (dont bien sûr la France) sont confrontés, les pays européens devront imaginer des politiques extérieures innovantes requises par les nouveaux équilibres économiques et géopolitiques du monde.